

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 48 – VENDREDI 23 OCTOBRE 2009

Grand Paris : inverser le regard et les actes

Retrouvez le prochain numéro
de *Cerises* le 6 novembre.

LE MERLE MOQUEUR

Marie Bové : « *Je n'ai pas été pistonnée par mon père, mais par Mamère* ». Joyeux Noël !

AGENDA MILITANT

24 OCTOBRE

→ **Paris** Réunion pour une coopérative d'idées pour l'avenir de l'Ile-de-France

→ **Niort (79) 9h à 13h**

Tables rondes organisées par la FASE de Poitou-Charentes

→ **Paris 13h-19h**

Collectif Non à la politique de la peur

→ **Marseille, 14h-20h**

Forum de la gauche de transformation sociale et alternative

→ **Paris 6 heures pour le climat et la justice sociale**

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ La conflictualité porteuse de novation

→ Monde: Migrations et développement humain durable et solidaire

→ Rapports de genre, rapports de classe

Le projet de réforme des collectivités territoriales est enfin dans les bacs, mais l'avant-première se joue à Nanterre. Tirant un trait sur les scrupules de la DATAR du temps des métropoles d'équilibre, Nicolas Sarkozy a décidé qu'il fallait à la France une grande capitale. Sa construction spatiale exigeait une traduction institutionnelle : elle est contenue dans le projet de réforme des collectivités territoriales porté par son gouvernement. On y lit la volonté d'une recentralisation autoritaire aux dépens de l'autonomie des collectivités locales, laquelle était déjà largement entamée avec la suppression de la taxe professionnelle. Ce corpus législatif sonne le glas de la décentralisation. Cette reprise en main de l'Etat se manifeste dans le projet de loi sur le Grand Paris par le recours quasi systématique au décret, par l'éviction des collectivités territoriales élues et de leurs syndicats au profit de nouveaux établissements tout-puissants, sous couvert de l'intérêt national.

Mais pour avoir un aperçu de l'Ile-de-France à 20 ans, nul besoin de voyager dans le temps. Il suffit de venir voir ce qui se passe avec « l'expérience nanterrienne ». L'OPA effectuée sur l'EPASA (Etablissement public d'aménagement Seine-Arche) préfigure à l'échelle locale le Grand Paris de demain : un EPAD S.A. tenu majoritairement par l'Etat, l'absence de projets qui fassent ville au profit d'une simple logique d'extension des tours de bureaux, la mise en place d'un personnel politique vassal en l'absence de tout portage citoyen. Car l'extension de la Défense sur Nanterre n'est pas une réponse à la crise économique et sociale, ni à la crise écologique et climatique, ni au rééquilibrage de la métropole francilienne, ni au déficit démocratique. Bien au contraire. Elle est sans doute un moyen de sortir l'EPAD d'un très mauvais pas financier. Elle est l'occasion d'asseoir encore un peu plus la mainmise d'un clan politique sur un département-chasse-gardée. Elle ne répond pas à ce rêve d'une des équipes qui mettrait en exergue que « *ce qui serait extraordinaire serait d'améliorer l'ordinaire* ».

Aux antipodes de ce vœu, le projet de Christian Blanc n'est que la continuation d'une croissance radioconcentrique, il reproduit la logique centre/périphérie et rejette, toujours plus loin, aux marges, les exclus. Il est de nature univoque : sa principale infrastructure n'a qu'un seul but : « *unir les zones attractives de la capitale* ». Du foisonnement d'idées des travaux des dix équipes d'architectes, une seule paraît retenue. Or, comme le souligne Jean Nouvel, « *urbaniser la vallée de la Seine entre les deux villes est à la fois comique et tragique : pour limiter l'émission de gaz à effet de serre, la métropole ne doit plus s'étendre, les transports doivent se concentrer* » (*Le Monde* du 21 octobre). Et de Nanterre au Havre, la casse va continuer !

Ce Grand Paris-là ne résoudra pas les problèmes rencontrés quotidiennement par les habitants de la Métropole. Pour y arriver, une inversion du regard et des actes sont indispensables. Géographiquement et institutionnellement parlant. S'inspirer du regard des périphéries territoriales et sociales sur les lieux qu'elles habitent, traversent, « travaillent », mais qu'elles s'approprient si peu. C'est par les regards croisés des associations, du mouvement social, des élus, des citoyens inorganisés, intellectuels et chercheurs, que nous pourrons agir et avancer. En ce sens, l'apport des dix architectes du Grand Pari(s) est universel, un bien commun : il n'est la propriété de personne, surtout pas de ceux qui proposent un projet de loi limitant les droits de la population et de ses élus.

L'extension filiale du Président résume à elle seule la vacuité urbanistique de l'opération : une simple reproduction.

● GÉRARD PERREAU-BEZUILLE, Premier adjoint de Nanterre

Gauche de gauche : vivement demain ?

Si les discussions entre les composantes de la gauche bien à gauche se poursuivent, l'hostilité réciproque du NPA et du PCF pose aux autres forces la question de leurs initiatives pour une convergence la plus large possible. Sachant que celle-ci pourra être partielle. PAR GILLES ALFONSI

Vendredi 16 octobre, la troisième réunion unitaire entre le PCF, le PG, le NPA, la FASE, Gauche unitaire, les Alternatifs, le PCOF, Socialisme et république et le M'PEP, à laquelle assistait le Forum social des quartiers populaires (FSQP), n'a pas débouché sur l'affirmation de la convergence stratégique attendue par de nombreux militants.

A quelques jours de son conseil national, qui se tient les 24 et 25 octobre, la délégation du PCF n'a d'ailleurs pas souhaité amender un projet de compte rendu qui « rendait très mal compte de [son] positionnement ». Patrice Bessac et Brigitte Dionnet ont ainsi mis l'accent sur les « désaccords de fond entre les forces en présence, notamment avec le NPA », sur « l'importance de la liaison entre le premier et le second tour », affirmant même que le NPA aurait exprimé qu'« aucun accord n'était possible avec le PS ».

Sauf que les éléments publiés sur cette réunion témoignent une nouvelle fois de l'ampleur des points d'accord entre toutes les forces. Le relevé de discussions partagé par toutes les forces sauf le PCF indique notamment : « Le seul moyen pour espérer parvenir aux objectifs indiqués par le PCF [de politiques réelle-

ment à gauche] ce sont des listes autonomes du PS et d'Europe écologie au premier tour, seules à même de changer la donne. Le PG précisant qu'il conditionnerait toute signature d'un accord national à cette condition. [...] Il a été beaucoup question de vocation, de profil, d'ambition majoritaire [...] Si chacun utilise ses propres termes, nul ne remet en question l'objectif qu'afficheraient ces

Si la poursuite du Front de gauche est actée par le PCF, avec une stratégie d'autonomie par rapport au PS, reste à l'élargir véritablement, à ce qu'il trouve des partenaires et à engager la dynamique capable de chahuter la coupure entre mouvement social et politique institutionnelle.

listes : mettre en œuvre un programme réellement en rupture avec la droite, le libéralisme, la logique du système capitaliste et du modèle productiviste. Il ne s'agit pas de listes de témoignages mais d'une alliance pour changer la donne à gauche et mettre en place les conditions pour battre la droite. Nous aborderons ces élections avec l'ambition d'être en tête des listes de gauche. [...] Le principe d'une fusion avec le PS et Europe écologie au deuxième tour est commun à tout le monde.»

Le PG a eu beau jeu par la suite de souligner le paradoxe suivant : comment peut-on envisager sans peine des fusions avec le PS au deuxième tour des élections, alors qu'il existe avec lui des différences considérables sur le projet, tandis que l'on pourrait envisager l'absence de convergence entre des forces qui partagent tant d'idées de fond ?

Reste que plusieurs éléments témoignent des difficultés persistantes au sein du Front de gauche, avec les interventions médiatiques successives de Jean-Luc Mélenchon, destinées à pousser le PCF à clarifier sa position stratégique et à la réalisation de l'unité la plus large. Jeudi 22 octobre, le PG tentait de mettre un terme

à l'envenimement de la situation : à la fois, il réfutait les mises en cause dont Jean-Luc Mélenchon venait de faire l'objet concernant l'éventualité de sa candidature en Ile-de-France et concernant la possibilité d'un large accord de toute la gauche de gauche ; puis il soulignait « attendre avec impatience mais confiance » l'offre nationale que le conseil national du PCF doit énoncer ce week-end.

Du côté du PCF, le choix en faveur d'une poursuite et d'un élargissement du Front de gauche – « très au-delà des ●●●

●●● *forces qui l'ont initié* – semble s'annoncer. Au sein de l'exécutif national du PCF, y compris au sein du groupe dirigeant, certains – comme Marie-George Buffet – le soutiennent clairement. Et les Unitaires du conseil national défendent cette ligne politique depuis des mois. D'autres envisagent de fait une « *ligne d'incohérence nationale* » : à la carte, selon les régions. D'autres encore défendent ouvertement des alliances géné-

rales avec le PS au premier tour, tandis que Robert Hue prépare son ralliement aux listes du PS. Enfin, des élus communistes ne sont pas insensibles à la dynamique amorcée par Europe écologie, tel le maire de Sevran, Stéphane Gatignon.

Jeudi 22 octobre, le NPA vient dans une déclaration de souligner la nécessité « d'enregistrer qu'existent deux gauches dotées de programmes contradictoires

qui interdisent de gérer ensemble les régions », belle manière de donner raison au PCF lorsqu'il reproche au NPA de « *renvo [yer] toujours aux calendes grecques la nécessité de travailler à des majorités de gauche* ». Pour toutes les forces de la gauche de transformation, l'heure de vérité approche. ● G.A.

FASE : DES ENJEUX LOURDS DE CONSÉQUENCES

La Fédération pour une alternative sociale et écologique a débattu les 17 et 18 octobre de ses initiatives pour une dynamique unitaire à l'occasion des élections régionales de mars 2010.

Si la réunion nationale de la FASE n'a guère été médiatisée, elle n'en représente pas moins un phénomène important. Comme lors de la période des européennes, la situation politique est d'abord marquée non seulement par un profond mécontentement, cela fait des années que l'on peut le dire, mais aussi par une reprise de mouvements sociaux. Cela ne fait que mettre en relief le fossé béant entre cette colère sociale et la vie politique officielle. C'est sur ce fossé que peut surfer – si l'on peut utiliser cette image – Sarkozy.

La vocation de la FASE, il est utile de le rappeler, est de favoriser les conditions qui rendraient possible que colère sociale et expression politique se

fondent en un même mouvement collectif. C'est avec cet objectif que les « fédérés » abordent la prochaine échéance électorale. Quand on mesure que ni le Front de gauche tel qu'il est actuellement constitué, ni le NPA, n'a pu lors des européennes prétendre combler ce fossé, et que si le bipartisme est mis à mal, c'est plutôt avec les ambiguïtés d'Europe écologie, l'enjeu est sérieux. Un nouveau paysage politique est en train de se dessiner, ses contours exacts sont encore en cours de définition.

Une construction de type fédératif, comme l'est la FASE, mêlant sur un pied d'égalité des parcours de nature si différente, prend suffisamment à contre-pied la culture politique dominante pour faire ses débuts dans une certaine marginalité. C'est ainsi que le refus du Front de gauche au printemps

dernier l'a mise à l'écart de toute campagne électorale.

La réunion portait évidemment sur la constitution de listes de rassemblement anticapitalistes pour les régionales comme étape vers une modification de ce qu'est la vie politique. Des listes qui incluraient des forces diverses de ce que l'on appelle « le mouvement social » commenceraient à changer la nature de la politique et de ce fait une part des

rapports sociaux, tant il est vrai que la hiérarchie non-dite entre « politique » et « société civile » est une des inégalités fondamentales de toute société fondée sur de l'aliénation.

L'essentiel des débats (et les conclusions qui sont publiées ici), a porté sur la volonté de se dégager de la confidentialité ac-

tuelle et de toute posture d'attente du bon vouloir des partis institués. Doit-on se déterminer en fonction des décisions qu'ils vont prendre et ne resterait-il alors aux « fédérés » qu'à interroger les oracles ? Ou la FASE se sent-elle – sans se raconter d'histoire sur sa taille – la capacité d'annoncer publiquement ses intentions, de prendre des initiatives, de tenter d'agir sur le comportement de ces forces, non pas en frappant à leur porte mais en mettant les possibles à construire dans un débat public qui dépasse les cercles d'initiés ? Sans tout mettre abusivement à son crédit – les limites des expériences du Front de gauche et du NPA peuvent être bonnes conseillères – le fait que la question ne soit pas déjà close comme elle l'avait été si rapidement lors des européennes, montre que tout cela n'est pas du temps perdu. ● PIERRE ZARKA

Doit-on se déterminer en fonction des décisions qu'ils vont prendre et ne resterait-il alors aux « fédérés » qu'à interroger les oracles ?

Un pas en avant

Le texte intégral de la résolution adoptée par le collectif d'animation national de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) le 18 octobre 2009.

Bonne nouvelle pour toutes celles et tous ceux qui veulent cesser de subir la politique de la droite et les coups portés par Sarkozy à la démocratie : un pas en avant est en train de se faire. Une dizaine d'organisations (1) convergent, rejettent les politiques néolibérales. Elles vont proposer des options opposées à celles du capitalisme en crise.

Enfin !

Il faut changer la gauche pour ne pas subir les glissements à droite. La division des forces de gauche indépendantes du PS doit cesser. Il devient possible d'envisager un regroupement qui rassemble et dynamise les mobilisations sociales et électorales. C'est le moyen pour que les exigences populaires soient efficacement défendues et mises en œuvre. Il faut pour cela une alliance durable des forces associatives, citoyennes, sociales, syndicales, écologistes, politiques... de toutes celles et ceux qui refusent les régressions de la solidarité, les inégalités et la politique de la peur. C'est le sens du combat de notre Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE)

Tous ensemble, oui !

La votation pour La Poste l'a montré, les énergies existent pour rejeter les mauvais coups et agir ensemble. Les élections sont un moment pour battre la droite et offrir une autre voie. Des millions de personnes, militant-e-s ou pas, doivent y trouver le moyen de changer le quotidien, de passer de la colère sociale à la politique pour des exigences opposées au capitalisme injuste et des-

tructeur. Les prochaines régionales peuvent être une occasion de faire converger les espoirs des luttes aux urnes, à condition de ne pas se contenter de vouloir « gérer ce qu'on peut », ni de « protester » sans perspective. La FASE agira afin que les citoyen-ne-s, les militants locaux, associatifs, syndicaux, expriment et élaborent publiquement les exigences à promouvoir à l'occasion de ces élections et autant que possible dans les Conseils régionaux.

Consolidons ! Avançons...

Les prochaines régionales, en deux tours, donnent une occasion de battre Sarkozy. Nous pouvons confirmer très vite un accord national des forces qui se réclament d'une alternative sociale, démocratique et écologique ; et auquel d'autres forces pourraient se joindre suivant les régions. Un accord national permettra que

La FASE agira afin que les citoyen-ne-s, les militants locaux, associatifs, syndicaux, expriment et élaborent publiquement les exigences à promouvoir à l'occasion de ces élections et autant que possible dans les Conseils régionaux.

s'exprime une telle alternative, de manière indépendante du glissement du PS vers le néolibéralisme.

Sur la base de cet accord national, nos listes défendront, au premier tour, des exigences pour une autre politique et agiront pour un débouché politique pour mettre en œuvre un programme traduisant les exigences populaires issues des mobilisations, un programme régional véritablement alternatif au libéralisme et au productivisme. Au second tour, il faudra battre la droite, et donc des alliances entre les listes se réclamant de la gauche, des fusions démocratiques, sans le MODEM évidemment.

Se posera alors la question des exécutifs : la participation à ceux-ci est conditionnée par la dynamique de campagne, son insertion populaire et citoyenne et le rapport de forces électoral. Ce qui permettra la mise en œuvre de politiques sociales, écologiques et démocratiques, qui rompent radicalement avec le libéralisme économique. Cela dépend de la mobilisation, dès maintenant. Discutons tout de suite des exigences et des projets.

Construire une perspective pour les régionales de mars 2010, c'est en effet aussi répondre aux attentes qui se manifestent depuis des mois de mobilisation. La construction de l'alternative en région doit être œuvre collective.

Pour être réellement œuvre collective et populaire, et pas uniquement catalogue de propositions juxtaposées et fabriquées par des « experts », nous proposons à toutes les forces et individus qui le souhaitent de débattre des grandes priorités que nous voulons donner aux politiques régionales.

Nous pensons que, plus qu'un seul programme bouclé à l'avance, nous devons être capables de mettre en débat un projet qui fasse ressortir des axes d'interventions qui feront des ré-

gionales l'affaire de toutes et tous, un lieu de résistance efficace aux politiques néolibérales et un outil pour la transformation sociale et écologique.

Notre réponse à la crise de la politique, passe par l'intervention des citoyen-ne-s et des mouvements sociaux, dans le respect de leur diversité, pour l'élaboration des choix politiques.

Nous proposons aussi de construire un « après-élection » commun où les forces engagées ne se contentent pas de regarder faire les élus.

Favoriser l'auto-organisation et construire des outils qui permettent réellement de rompre avec la pratique dépossessive

de la délégation complète aux élus sont pour nous une priorité.

Il faut aussi opposer la démocratie à la dérive autoritaire de la droite.

Refusons les transformations des collectivités locales qui vont dans ce sens et faisons des régions des points d'appui pour les résistances.

Pour ce faire, rapprochons tous les citoyen-ne-s

de la chose

publique, fa-

vorisons la

réappropriation

par les

habitants des

choix qui les

concernent.

Assurons le

droit des

citoyen-ne-s

de gérer eux-

mêmes leurs

propres affaires.

La proximité

de l'institution

régionale est un

atout pour y

parvenir.

Nous devons

mettre dans le

débat public

des propositions

qui répondent

aux urgences

sociales et

écologiques,

**Nous proposons que
des Forums citoyens soient
programmés sur tous les
territoires pour construire
collectivement les programmes
de rupture que nous défendrons
ensemble lors de ces prochaines
élections régionales.**

formes d'entreprises qui développent des productions socialement utiles, respectueuses de l'environnement et gérées démocratiquement par ceux qui y travaillent.

Tout ceci doit être débattu et élaboré en tenant compte des spécificités régionales et des aspirations propres aux différentes régions. Nous proposons que

des Forums

citoyens

soient pro-

grammés sur

tous les ter-

ritoires pour

construire

collective-

ment les pro-

grammes de

rupture que

nous défend-

rons en-

semble lors de ces prochaines élections

régionales.

Telles sont les orientations que la FASE

entend mettre en œuvre sans plus at-

tendre.

(1) Signataires: Fédération pour une alternative

sociale et écologique (FASE), Gauche unitaire,

Les Alternatifs, Nouveau parti anticapitaliste

(NPA), Parti communiste français (PCF), Parti

communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti

de gauche (PG), le Forum social des quartiers

populaires (FSQP)...

Nous voulons souligner les idées essentielles du

texte commun. « Les forces qui composent la gauche

antilibérale et anticapitaliste ont le devoir de tout faire pour battre la droite et offrir une autre voie: un débouché politique qui permette de mettre en œuvre un programme traduisant dans les régions les exigences populaires issues des mobilisations, un programme régional véritablement alternatif au libéralisme et au productivisme. »

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau: Gilles Alfonsi
Queues de *Cerises*: Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant,
Julien Alapetite

Soutien

Pierre Mansat, adjoint au Maire de Paris (PCF), a notamment déclaré: « Je viens de prendre connaissance de la tribune publiée par Patrick Braouezec dans L'Humanité de ce jour. Globalement la démarche correspond à ce que je pense. Le débat doit se poursuivre sur les conditions du développement économique, la place de Paris dans le système métropolitain, la capacité gestionnaire. Je crois nécessaire également de mettre en avant des valeurs comme la tolérance, le cosmopolitisme comme richesse etc., mais il n'y a sans doute aucun désaccord sur le sujet. Avec Patrick nous nous opposons parfois sur la conception de la métropole et je regrette son soutien un peu tardif à la démarche qui a conduit à Paris Métropole, qui est pourtant – avec ses faiblesses et défauts – la plus importante innovation politique dans cette métropole parisienne mais par-delà, alors que la campagne est déjà engagée (Huchon, Duflo, Péresse), je suis convaincu que Patrick Braouezec est le chef de file qu'il faut à cette démarche pour être tout de suite au "niveau" des autres. Que ce soit pour rassembler la diversité, comme pour exprimer une vision de notre avenir commun. »

Coopérative d'idées

Réunion pour le lancement du travail à une coopérative d'idées pour l'avenir de l'Ile-de-France. Elle aura lieu le samedi 24 octobre de 9h30 à 12h, à l'Ageca, 177 rue de Charonne 75011 Paris (métro Charonne ou Alexandre Dumas).

Ce rendez-vous est issu d'une initiative prise par les élus d'Alternative citoyenne Ile-de-France, désireux de travailler avec d'autres sur le contenu d'un projet progressiste pour la région.

Allons ensemble...

Parmi d'autres initiatives unitaires, notons celle autour d'un appel, « Allons ensemble aux régionales » (1 300 signatures à ce jour).

Pour en prendre connaissance et le signer:

<http://www.convergencedesluttes.fr/petitions/index.php?petition=2>

ASSISES POUR LE CHANGEMENT

INSCRIVEZ-VOUS!

Samedi 7 et dimanche 8 novembre
Bourse du travail de Saint-Denis
(métro Saint-Denis, Porte-de-Paris)

Présentation 9h30-10 h

1^{ÈRE} TABLE RONDE **SAMEDI 7, 10H-12H30**

« **Changer l'économie** »

Grand témoin : Frédéric Lordon
(économiste)

- Une autre répartition des richesses (rapport capital-travail).
- Croissance ou décroissance ?
- Défense du service public (question de l'État et de l'appropriation sociale).
- Une autre conception du territoire. Faut-il une planification écologique ?

2^{ÈME} TABLE RONDE **SAMEDI 7, 14H-16H**

« **Changer les comportements, une question politique** »

Grand Témoin : Eric Fassin
(sociologue)

- Les rapports à l'environnement (transports collectifs, etc.).
- Les rapports hommes-femmes.
- Les relations politiques (rapport au pouvoir, cumul, changer les institutions...). Nouvelles formes de militantisme.

3^{ÈME} TABLE RONDE **SAMEDI 7, 16H30-19H**

« **Changer les rapports Nord-Sud** »

Grand témoin : Aurélie Trouvé
(coprésidente d'Attac)

- Quelle politique migratoire ? (sans-papiers)
- Quelle citoyenneté ? (droit de vote)
- Quelle aide au développement ?
- Quelle Europe ?
 - En finir avec le colonialisme sous toutes ses formes (Françafrique, Palestine, FMI, Banque mondiale),
 - Changer la politique de défense.

SOIRÉE EUROPÉENNE (19H-20H30)

avec nos invités allemands, grecs et portugais.

4^{ÈME} TABLE RONDE **DIMANCHE 8, 10H-12H30**

« **Reconquérir les libertés publiques** »

Grand témoin : Jean-Pierre Dubois
(président de la Ligue des Droits de l'homme)

- Quelle police ?
- Quelle justice ?
- Quelle protection pour le mouvement social ?

- Quels droits humains ?

Participants Evelyne Sire-Marin...

DÉBAT **DIMANCHE 8, 14H-16H**

« **Quel rassemblement à gauche (Front de gauche ou autre, etc.) ?** »

Participants : les porte-parole des formations politiques invitées

Participants Pierre Laurent (PCF), Christian Piquet (Gauche Unitaire), François Delapierre (ou Eric Coquerel) (PG), Pierre-François Grond (ou Myriam Martin) (NPA), Jean-Jacques Boislaroussie (Alternatifs), Clémentine Autain (Fédération), Jean-Vincent Placé (Verts), Lucien Jallamion (République et Socialisme)

INSCRIPTION

- **Par courriel** pagecourrier@politis.fr

Dans le corps du texte : nom, prénom, ville. Puis, mentionner : « présent samedi » ou « présent dimanche » ou « présent samedi et dimanche ».

- **Par téléphone** 01 55 25 86 86, auprès de Brigitte Hautin.